



PARIS, le 22 octobre 2025

Communiqué de presse commun des DSC France de STELLANTIS et RENAULT et
PRESIDENT DU COMITE DE GROUPE EUROPEEN DE STELLANTIS

Le feu de la norme CAFE : un brasier pour l'emploi et la souveraineté !

En s'opposant au report de la norme européenne CAFE (prévue pour interdire les moteurs thermiques dès 2035), le Gouvernement met le feu à toute l'industrie automobile française, déclare Philippe DIOGO DSC Groupe STELLANTIS.

Sous couvert d'écologie, celui-ci prend une décision idéologique et déconnectée du réel, qui menace directement des dizaines de milliers d'emplois et toute la filière industrielle, confirme Mounir MESTARI DSG Groupe RENAULT.

Une erreur politique aux conséquences sociales et économiques majeures, déclare Philippe GILLERON le président du comité de Groupe Européen Stellantis.

Depuis 2017, le chef de l'État promet la « réindustrialisation » et la « souveraineté ». Pourtant, plus de 50 000 emplois directs ont été détruits dans la construction automobile française entre 2017 et 2025, sans compter les milliers de postes perdus chez les sous-traitants affirme Philippe DIOGO DSC Groupe STELLANTIS

Refuser le report de la norme CAFE, c'est :

- Fermer les usines thermiques sans alternative crédible.
- Accélérer la délocalisation de la production vers l'Europe de l'Est, le Maghreb et l'Asie.
- Condamner la France à devenir un pays désindustrialisé, dépendant des importations, après avoir été une grande puissance industrielle.

Ajoute Mounir MESTARI DSG Groupe RENAULT.

Nous, DSC France de Renault et Stellantis, lançons un appel solennel

Nous demandons au Gouvernement :

1. De suspendre la norme CAFE tant qu'une stratégie industrielle claire et réaliste n'est pas mise en place.
2. De conditionner toutes les aides publiques à la production en France.
3. D'ouvrir une concertation nationale avec les représentants des salariés et les industriels pour une transition écologique viable et socialement juste.

Produire en France, c'est protéger nos emplois et notre avenir.

Une alerte institutionnelle ignorée

La France ne peut ignorer les conclusions alarmantes de la Commission des Affaires Économiques du 15 octobre, qui pointent les conséquences dramatiques de la norme CAFE.

Des dizaines de milliers d'emplois sont menacés : l'État doit prendre des mesures de sauvegarde immédiates.

La menace est réelle. Il est encore temps d'agir, Messieurs les représentants du gouvernement : **ne sacrifiez pas nos usines et notre ingénierie.**

Nous refusons que la France se transforme en musée industriel.

La transition écologique ne doit pas être un prétexte pour éteindre nos usines.

Nous partageons l'objectif de neutralité carbone, mais **nous refusons qu'il se transforme en dogme technocratique.**

On ne sauvera pas la planète en détruisant nos emplois ni en fermant nos usines.

La transition écologique doit être **un levier de production, d'innovation et d'emploi en France**, pas un prétexte à la désindustrialisation.

Et surtout, **n'oublions pas le client** : c'est lui qui choisit, pas les gouvernements.

Aujourd'hui, **le client n'est pas prêt** – ni financièrement, ni dans ses usages – à passer massivement au véhicule électrique.

On ne peut pas **forcer un marché qui n'existe pas encore** sans mettre à terre toute une filière industrielle.

L'État doit cesser de commenter et enfin agir pour que l'automobile française reste française.

Signataires :

Les Délégués Syndicaux Centraux France de Renault et Stellantis et le Président du Comité Groupe Européen Stellantis

Contact :
Philippe DIOGO
DSC FO STELLANTIS

Philippe.diogo@stellantis.com
Tel : 07 72 16 19 01

Contact :
Philippe GILLERON
président du comité de
Groupe Européen Stellantis.

philippe.gilleron@stellantis.com
Tel : 06 71 29 04 76

Contact :
Mounir MESTARI
DSG FO RENAULT

mounir.mestari@renault.com
Tel : 06 25 94 82 75